

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 4 OCTOBRE 2017**

DS/RT

**OBJET : N° 2.4 – ADMINISTRATION GENERALE – CONSULTATION SERVICES
ASSURANCES STATUTAIRES AGENTS FUTURE REGIE D'EXPLOITATION
(COMPLEMENTAIRE SANTE, PREVOYANCE) -**

L'an deux mille dix-sept, le quatre du mois d'octobre à quatorze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMNMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etait absent excusé :

M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMNALI, Vice-Président du Syndicat

**OBJET : N° 2.4 – ADMINISTRATION GENERALE –
CONSULTATION SERVICES ASSURANCES STATUTAIRES AGENTS FUTURE REGIE
D'EXPLOITATION (COMPLEMENTAIRE SANTE, PREVOYANCE)**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

La loi rend obligatoire la mise en place d'un régime de complémentaire santé pour les agents régis par le statut privé, y compris au sein d'établissements publics comme une régie à simple autonomie financière, ainsi que la participation financière de l'employeur aux cotisations versées à l'assureur. Par ailleurs, au regard de la négociation en cours avec une délégation de syndicats et d'agents de la SAUR, et de la pratique actuelle du syndicat pour ses agents publics, il est opportun de prévoir la mise en œuvre d'un régime de prévoyance obligatoire pour les agents de droit privé, basé sur des garanties décès / invalidité absolue et définitive d'une part, et des garanties incapacité / invalidité d'autre part. Là aussi, une participation de l'employeur aux cotisations est prévue.

La consultation à lancer concerne donc :

- Lot 1 : Complémentaire santé à adhésion obligatoire (sauf cas dérogatoires) pour l'ensemble du personnel salarié de la régie d'exploitation,
- Lot 2 : Contrat de prévoyance complémentaire à adhésion obligatoire pour l'ensemble du personnel salarié de la régie d'exploitation.

Le budget maximum total à prévoir pour ces deux lots est de 400.000 € H.T. pour une durée de 4 ans (ce montant prend en compte les sommes versées par l'employeur auprès des assureurs).

Les critères de sélection proposés sont les suivants :

- Valeur technique (au regard notamment des qualités des garanties proposées) : 40 %,
- Prix : 60 %.

Le lot n°2 comprendra une variante obligatoire, permettant au SEBA d'être assuré pour les premiers jours de maladie de l'agent, afin de lui garantir le versement de 100 % de son salaire net pendant cette première période, au-delà des dispositions du Code du Travail.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- ADOPTER ces propositions,
- AUTORISER le président à lancer la consultation et à recourir si besoin à la négociation,
- AUTORISER le président à retenir le ou les prestataires, dans le cadre d'un marché à procédure adaptée et sur la base des critères de sélection susmentionnés, et à faire toutes les démarches nécessaires pour mener à bien cette consultation, dans la limite de l'économie globale du marché.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL